

**PRODUITS DE LARGE CONSOMMATION**

# Flambée inconsidérée des prix

**La hausse des prix des carburants prévue par la loi de finances 2016 n'a pas été sans conséquences sur les prix des produits de large consommation. Des produits dont les prix ont été exagérément augmentés.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** – A peine l'année 2016 entamée que la plupart des produits de large consommation ont vu leur prix s'envoler. Et comme à chaque augmentation, les commerçants s'arrangent toujours pour trouver des «arguments fiables». Cette fois-ci encore, ils se sont bien débrouillés pour trouver un prétexte. Ils pointent du doigt la hausse du carburant et la baisse du dinar. «Nous n'avons augmenté les prix des marchandises qu'après que les grossistes et les distributeurs aient augmenté leur prix», affirme un jeune vendeur dans une supérette à Sidi-M'hamed à Alger. D'ailleurs, poursuit-il, «ses augmentations étaient prévisibles suite à l'augmentation du prix de l'essence».

Sur les étals de son commerce, une panoplie de produits de large consommation de cosmétiques et de détergents sont exposés. Même les prix revus à la hausse depuis le début janvier dernier sont également affichés. Une manière de mettre le client devant le fait accompli.

Seulement, les dernières augmentations ont été assez exagérées puisque selon le produit, la hausse des prix varie généralement entre 5 et 30 dinars.

Côté alimentation, le prix de la boîte de fromage en portions a été augmenté de 10 dinars. Les autres types de fromages tels que le gruyère et le fromage rouge vendus au poids, ont enregistré une hausse de prix de 30 dinars par kilogramme. Le prix du thon



Les dernières augmentations ont été assez exagérées.

en conserve lui aussi a connu une augmentation de 20 dinars le lot de trois petites boîtes de 65g. «au détail, la petite boîte coûte 10 dinars plus cher qu'avant», dira le jeune vendeur. Toujours pour les

conserves, la boîte de tomate concentrée de 400 g a vu son prix grimper de 30 dinars. Même l'eau minérale n'a pas été épargnée. La bouteille de 1,25 a connu une hausse qui varie entre 4 et 5

dinars. Très prisées par les enfants, les céréales coûtent plus cher. Aujourd'hui, le paquet de 350 g de production nationale revient à 20 dinars de plus. Ceux provenant de l'importation, déjà assez chers dès le départ, vont certainement frôler des prix inimaginables pour des quantités aussi minimes. La boîte de lait en poudre pour bébé a enregistré une hausse de 40 dinars. Idem pour les couches-bébé dont le prix affiché a été augmenté de 10 dinars le paquet, toutes marques confondues. Sur les étals, les différentes marques de lessives de production nationale ou provenant de l'importation se sont accordées sur une augmentation de prix qui oscille entre 15 et 20 dinars.

«Ce ne sont pas les marchandises qui ont connu une hausse mais c'est le dinar qui a baissé», se justifie encore le jeune commerçant.

**Ry. N.**

**SANTÉ ET SÉCURITÉ SOCIALE**

## L'Algérien paye-t-il trop cher ?

**Economistes et organisations pour la protection du consommateur se sont penchés sur cette question et le rapport service-prix analysé ne semble pas tellement satisfaisant.**

**Naouel Boukir - Alger (Le Soir)** – Avant toute chose, il y a lieu de connaître le système de Sécurité sociale en vigueur en Algérie. Il est qualifié de «système nationalisé».

Autrement dit, le financement de ce département est quasi totalement du ressort de l'Etat, en théorie. Pourtant, les dernières statistiques réalisées démontrent clairement que la contribution des ménages n'est pas négligeable. Elle est évaluée à près de 25% de l'enveloppe financière globale, soit le quart du financement de la Sécurité sociale. Si l'Algérie a opté pour le système nationalisé depuis les années 60, a expliqué le professeur Larbi Lamiri, économiste de la santé, il est à la charge du ministère de la tutelle de veiller essentiellement à ce que la

participation des ménages ne dépasse pas les 10%. C'est le fondement même de ce mode de gestion à caractère social.

Il est évident que le citoyen paye quand même «assez cher» sa Sécurité sociale, a indiqué le professeur Mansour Brouri, chef du service médecine interne à l'établissement hospitalier de Birtraria, Alger.

Or, le service reçu en retour est-il à la hauteur du prix déboursé ? S'agissant du secteur public, «la gratuité du service» multiplie les files d'attente et les délais d'attente. Pour ce qui est du privé, il manque foncièrement d'encadrement. D'où les revendications de l'Union nationale de protection du consommateur auprès des pouvoirs publics afin d'imposer une réglementation régissant cette

activité et les tarifs «faramineux» qu'elle applique.

Rajoutant à cela que la budgétisation «approximative et non transparente» des programmes de santé, concernant des maladies tels les cancers, le diabète et les vaccins particulièrement, fait que le consommateur n'arrive pas à évaluer le montant réel des soins médicaux qu'il paye, ou de se positionner sur une fourchette bien déterminée, afin qu'il puisse identifier «les excès».

Or, le patient se trouve-t-il dans «une position de force» pour analyser les tarifications ou encore les négocier ? La réponse est évidemment négative. Concrètement, la maladie revêt plusieurs aspects, outre l'effet d'incertitude qu'elle implique, elle met le patient dans une situation d'urgence et «d'obligation de consommation». Autrement dit, il se retrouve systématiquement devant «le fait accompli».

D'où l'accélération d'un effet



Le patient subit doublement sa maladie.

«d'appauvrissement continu» de la population par ce temps de généralisation des maladies chroniques ou incurables, dénoncent les spécialistes. En effet, en l'absence d'une réglementation claire

régissant le binôme santé-Sécurité sociale, protégeant le consommateur face aux «abus», le patient subit doublement sa maladie.

**N. B.**

**RÉGULARISATION DES SALARIÉS NON DÉCLARÉS À LA SÉCURITÉ SOCIALE**

## 50% du montant total recouvrés

**Le nombre de travailleurs «informels» qui ont régularisé leur situation vis-à-vis de la Sécurité sociale dans le cadre de l'affiliation volontaire, depuis la promulgation de la LFC 2015, a dépassé 3 000 salariés. C'est ce qu'a fait savoir, hier, le DG de la Caisse nationale de la sécurité sociale (Cnas), Hassan Tidjani Haddam, lors du forum du quotidien Echaâb.**

**Younès Djama- Alger (Le Soir)** - Selon le responsable, le montant représentant les pénalités de retard effacées au profit des employeurs qui ne déclarent pas leurs salariés, conformément à la LFC 2015, s'élève à 29 milliards de DA. Plus de 9 000 demandes d'échéanciers de paiement des cotisations ont été introduites à ce jour par les entreprises auprès de la Cnas pour un

montant de 27 milliards de DA. Le montant des cotisations recouvré jusqu'à aujourd'hui, et cela depuis la promulgation de la LFC 2015, s'élève à 13 milliards de DA, soit 50% du montant total, a précisé le DG de la Cnas. Il y a lieu de rappeler que les employeurs ont jusqu'au 31 mars pour régulariser la situation de leurs employés, le cas échéant, ils s'exposeront à des amendes de 100.000 à 200.000 DA par travailleur non déclaré. Cette amende est revue à la hausse en cas de récidive, selon ce que prévoit la loi.

Il faut noter que le gouvernement à travers la LFC 2015 a offert une «opportunité» aux employeurs récalcitrants afin de s'acquitter de leurs dettes tout en leur effaçant les pénalités et majorations de retard. Le texte a introduit des mesures qui visent, aussi, à inciter les personnes exerçant dans le secteur informel (près d'un million),

à s'affilier volontairement à la Sécurité sociale afin de bénéficier d'une couverture sociale pour eux-mêmes et leurs ayants droit. Ces travailleurs peuvent se rapprocher de l'agence de la Cnas de leur wilaya pour remplir un formulaire et verser une cotisation mensuelle, fixée à 12% du salaire national minimum garanti (SNMG), soit l'équivalent à 2.160 dinars par mois pour une phase transitoire d'une durée maximale de trois ans. Et bénéficier des prestations (assurance maladie, médicaments, etc.), et même de l'assurance maternité.

Abordant la question des «dettes» santé algériennes auprès de l'administration française, le DG de la Cnas a réitéré de manière formelle qu'il «n'existe plus aucun contentieux financier» entre la Cnas et les hôpitaux français, précisant que les montants réclamés par les hôpitaux français relèvent essentiellement de dettes privées

qui concernent des cas individuels qui se sont rendus en France sans prise en charge par la Cnas. S'agissant de la dette publique «reconnue par la Cnas», Tidjani Haddam a déclaré qu'elle porte sur les frais de prise en charge de certains assurés qui ont bénéficié d'une prise en charge médicale de la part de la CNAS mais qui ont prolongé leur séjour au-delà de la date initiale ou qui ont entamé des soins en France avant de bénéficier d'une prise en charge.

«Ces cas sont en train d'être définitivement réglés sur instruction du ministre du Travail et de la Sécurité sociale», assure l'invité d'Echaâb. En outre, le DG de la Cnas a insisté sur la nécessité de maintenir l'équilibre financier de la Caisse qui, rappelle-t-il, ne bénéficie pas de l'apport de l'Etat, mais «vivant» des cotisations des salariés.

**Y. D.**